



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 29 (2025)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : conclusion des négociations politiques de l'accord économique Indonésie-UE (IEU-CEPA)
- ❖ Singapour : exportations hors pétrole en hausse de 13 % (g.a) en juin
- ❖ Vietnam : maintien d'un objectif officiel de croissance de 8,3 à 8,5 %

LE CHIFFRE À RETENIR

19 %

Taux de droits de
douane appliqué par les
États-Unis à l'Indonésie
(précédemment 32 %)

Région

Relance des négociations commerciales avec l'UE

Selon un article du Nikkei Asia, depuis l'annonce par l'administration Trump de hausses tarifaires, plusieurs pays d'Asie du Sud-Est intensifient leur rapprochement avec l'Union européenne. L'Indonésie et la Commission européenne ont notamment annoncé le 14 juillet dernier un accord politique pour finaliser d'ici septembre un accord de partenariat économique global (CEPA), visant à éliminer 80 % des droits sur les exportations indonésiennes vers l'UE (cf. brèves Indonésie). L'accord pourrait accroître de 58 % les exportations vers l'UE en trois ans. En parallèle, la Thaïlande, qui a repris les négociations en 2023, vise une conclusion d'ici fin 2025. La Malaisie et les Philippines ont également relancé leurs pourparlers. L'UE représente actuellement environ 9 % des exportations de l'ASEAN, et reste un partenaire clé (3^e, hors ASEAN, après la Chine et les États-Unis) pour les membres du bloc cherchant à diversifier leurs débouchés dans un contexte de tensions commerciales croissantes.



EXPORTS

22.1%



ASEAN

15.9%



China

14.9%



USA

8.6%



EU

6.7%



Japan

Le câble sous-marin SJC2 entre l'Asie du Sud-Est et le Japon officiellement activé

Le consortium SJC2 et NEC ont annoncé, le 18 juillet, la mise en service du câble sous-marin Southeast Asia–Japan 2 (SJC2), ajoutant plus de 126 Tbps de capacité au réseau régional. Long de 10 500 km, le câble relie Singapour, Hong Kong et le Japon, avec des points d'atterrissage supplémentaires en Thaïlande, au Cambodge, au Vietnam, à Taïwan, en Chine continentale et en Corée du Sud. Doté de sept paires de fibres optiques (18 Tbps par paire), il vise à renforcer la connectivité régionale, notamment pour les services en cloud, les applications d'IA et les échanges de données en temps réel. Le projet est soutenu par un consortium regroupant Singtel, China Mobile International, Meta, KDDI, Chunghwa Telecom, SK Broadband et plusieurs opérateurs régionaux. Deux jours plus tôt, NEC avait également remporté un contrat pour déployer un nouveau système (AUG East) reliant Singapour et le Japon via huit pays, dont Brunei, l'Indonésie et la Malaisie, avec une mise en service prévue pour 2029.



Indonésie

Conclusion des négociations politiques de l'accord économique Indonésie–UE (IEU-CEPA)

L'Indonésie et l'Union européenne ont annoncé avoir atteint un accord politique concernant la conclusion du Partenariat économique global Indonésie-UE (IEU-CEPA), d'ici à septembre 2025. Les négociations, qui couvrent 21 domaines de coopération, dont le commerce des biens et services, les investissements, le numérique, les PME et le développement durable, avaient débuté en juillet 2016. Si la partie indonésienne indique qu'un accord pourrait être signé par le président Prabowo et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen d'ici la fin de l'année 2025, sa ratification n'est attendue qu'au deuxième ou troisième trimestre de 2026, et son entrée en vigueur qu'au début de 2027, au plus tôt, en raison des longs processus de révision en Indonésie et dans chaque pays de l'UE. Sur le fond, l'accord prévoit notamment un accès en franchise de droits pour un certain nombre de produits indonésiens, comme les textiles actuellement taxés entre 8 % et 12 %. L'Indonésie estime que l'IEU-CEPA pourrait augmenter de 50 % les exportations indonésiennes vers l'UE sur trois ans et stimuler les investissements européens dans le pays.

Conclusion des négociations commerciales entre l'Indonésie et les États-Unis

Alors que les exportations indonésiennes risquaient de se voir imposer des droits de douane de 32 % (voire de 42 % en raison de l'appartenance de l'archipel aux BRICS) à compter du 1^{er} août, l'Indonésie et les États-Unis ont conclu un accord abaissant ces droits de douane à 19 %. L'Indonésie s'engagerait dans ce cadre à acquérir 50 avions Boeing, ainsi que 15 Md USD de produits énergétiques et 4,5 Md USD de biens agricoles en provenance des États-Unis. En retour, ces derniers obtiendraient un accès sans droit de douane au marché indonésien. L'accord comprendrait également une clause

visant à sanctionner le transbordement de marchandises originaires de pays fortement taxés à destination des Etats-Unis et qui transitent par l'Indonésie, avec une surtaxe dont les modalités restent à préciser. Si les deux parties ont salué l'aboutissement des négociations entamées en avril, le président Prabowo a souligné que des discussions se poursuivent sur les modalités d'application, tandis que des experts recommandent la formalisation de l'accord par un traité bilatéral, afin d'assurer sa conformité avec les règles de l'OMC.

Nouvelle baisse des taux directeurs

Bank Indonesia (BI) a abaissé ce mercredi son taux directeur de 25 points de base à 5,25 %, marquant ainsi sa troisième baisse depuis le début de l'année. Cette décision vise à stimuler la croissance économique, qui était de 4,87 % au premier trimestre, en dessous des prévisions, tout en maintenant la stabilité du taux de change de la roupie par rapport au dollar, et alors que l'inflation est contenue. La banque centrale se réserve la possibilité de nouvelles baisses en fonction de l'évolution des conditions économiques. Pour atténuer les tensions sur la liquidité bancaire, la banque centrale a également assoupli certaines mesures macroprudentielles, notamment en réduisant les réserves secondaires obligatoires et en présentant des incitations pour les prêts dans certains secteurs de l'économie. BI a également augmenté le plafond d'emprunts à court terme en devises (30 à 35 %), afin d'offrir aux banques davantage de flexibilité dans le recours aux financements extérieurs, dans un contexte de resserrement de la liquidité sur le marché domestique. Malgré ces mesures, les banques peinent à répercuter les baisses de taux sur les dépôts, en raison d'une concurrence accrue pour attirer les capitaux, maintenant ainsi des conditions de financement tendues.

Malaisie

Reprise par le ministre des Plantations des fonctions de ministre de l'Environnement après la démission du titulaire

Le Premier ministre a chargé le 9 juillet Johari Abdul Ghani, actuel ministre des Plantations, de reprendre avec effet immédiat les fonctions de ministre des Ressources naturelles et de la Durabilité environnementale, en remplacement de Nik Nazmi, démissionnaire depuis le 4 juillet à la suite d'élections perdues au sein du parti du Premier ministre (PKR). M. Johari Abdul Ghani conserve par ailleurs son portefeuille initial. Cette nomination vise à assurer la continuité des travaux ministériels à l'approche de la session parlementaire qui débutera le 21 juillet.

Vieillesse et concentration ethnique de la population malaisienne d'ici 2060

Selon les projections démographiques du département des statistiques malaisien (DOSM), la population malaisienne atteindra 42,4 millions en 2060, contre 34,1 millions en 2024, mais avec un taux de croissance annuel en fort ralentissement (de 1,9 % en 2024 à 0,1 % en 2060). Sur la même période, la part de la population active se réduirait de 70,1 % à 65,7 % avec la hausse de celle des habitants âgés de plus de 65 ans (à 18,3 % contre 7,7 %) et le recul de celle des moins de 15 ans (16,0 % après 22,2 %). L'âge médian s'établirait ainsi à 40,7 ans en 2060 contre 30,9 ans en 2024. Le nombre de citoyens Bumiputeras (littéralement « fils du sol » soit majoritairement les Malais mais aussi les Orang Asli et d'autres groupes autochtones)

s'inscrirait en hausse et représenterait 79,4 % du total en 2060 contre 70,4 % en 2024, à l'inverse des malaisiens d'origine chinoise (14,8 % contre 22,2 %) et indienne (4,7 % après 7,7%). Ce scénario repose sur des hypothèses de fécondité en baisse, d'espérance de vie plus élevée et de migration stable.

9,3 Md USD de projets d'investissements dans l'économie numérique au S1-2025

La Malaisie a attiré un montant total d'environ 9,3 Md USD de projets d'investissements approuvés dans le secteur numérique au premier semestre 2025, soit un recul de 35,9 % en g.a., selon l'agence en charge du secteur (MDEC). Ces projets concernent principalement le segment des centres de données et de l'informatique en nuage (6,8 Md USD), les centres de services partagés mondiaux (1,1 Md USD) et l'intelligence artificielle, notamment via les applications métiers et les algorithmes prédictifs (0,7 Md USD). Les trois principaux pays investisseurs sont Singapour (3,0 Md USD), les États-Unis (1,4 Md USD) et la Chine (0,7 Md USD). En 2024, la Malaisie avait enregistré un niveau record de 35,8 Md USD de projets d'investissements dans le secteur numérique, portés à 77 % par les centres de données et l'infrastructure en nuage.

Singapour

Rebond des exportations en juin

Les exportations domestiques hors pétrole (NODX) de Singapour ont progressé de 13 % en g.a. en juin 2025, selon les données publiées le 17 juillet par Enterprise Singapore. Cette hausse dépasse nettement les prévisions (+5 %) et fait suite à un recul de 3,9 % en mai. Elle est tirée par les produits électroniques – notamment les circuits intégrés (+53,8 %) et les ordinateurs (+17,5 %) – ainsi que par l'or non monétaire (+211,9 %) et les machines spécialisées (+31,4 %). Les exportations vers Hong Kong, Taïwan et la Corée du Sud sont en hausse, tandis que celles à destination du Japon, de l'Indonésie et des États-Unis reculent. Sur le premier semestre, la croissance cumulée des exportations atteint 5,2 %. Toutefois, les perspectives restent prudentes en raison du ralentissement attendu au second semestre et des incertitudes liées aux tensions commerciales, notamment à l'imposition possible de nouveaux tarifs américains sur les semi-conducteurs et produits pharmaceutiques. Pour mémoire, Singapour est actuellement soumis à un tarif de base de 10 % sur ses exportations vers les États-Unis.

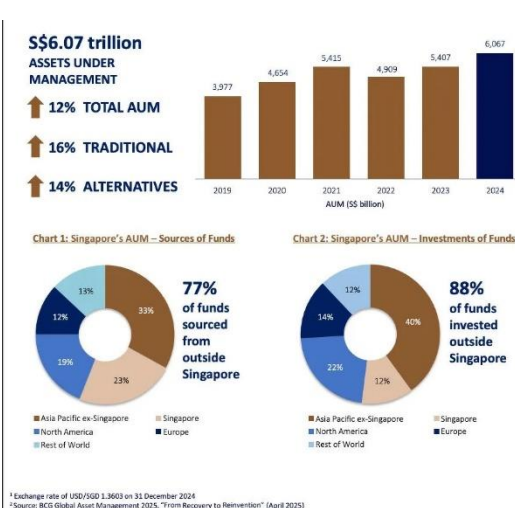
Lancement officiel de l'extension de Marina Bay Sands à 8 Md USD

Le Premier ministre Lawrence Wong a participé le 15 juillet à la cérémonie de lancement des travaux d'extension du complexe Marina Bay Sands (MBS), un projet estimé à 8 Md USD porté par l'opérateur Las Vegas Sands (LVS). Celui-ci s'inscrit dans une stratégie de renforcement de l'attractivité touristique et de développement de l'offre haut de gamme. Le Premier ministre a souligné le rôle structurant des partenariats publics-privés dans cette dynamique, dans le prolongement du virage engagé en 2005 avec l'ouverture aux « resorts » intégrés. Le projet s'insère dans une vision plus large de réaménagement urbain, incluant le Greater Southern Waterfront et la future NS Square. Livraison attendue à l'horizon 2030.

Le secteur financier en forte croissance, mais des

perspectives plus prudente

Le secteur financier singapourien a enregistré une croissance de 6,8 % en 2024, contre 3,1 % en 2023, représentant environ 14 % du PIB national, selon le rapport annuel de la Monetary Authority of Singapore (MAS) publié le 15 juillet. Cette progression a été portée par l'ensemble des segments (banque, gestion d'actifs, assurance, paiements). La croissance moyenne de 4,7 % sur 2021–2024 reste en ligne avec les objectifs de l'Industry Transformation Map 2025. L'emploi progresse également (+4 400 emplois nets par an en moyenne, dont 90 % pour des travailleurs locaux). Les encours gérés atteignent un record de 6 070 Md SGD (+12,2 % sur un an) et les volumes quotidiens sur le marché des changes dépassent 1 500 Md USD. Toutefois, le MAS anticipe un ralentissement de la croissance du secteur en raison du durcissement des conditions financières mondiales, des incertitudes liées aux tarifs commerciaux et d'une modération attendue de la croissance mondiale au second semestre 2025 (croissance annuelle projetée officiellement entre 0 et 2 %). L'autorité a par ailleurs renforcé ses stress tests et imposé des amendes à neuf établissements dans le cadre d'une affaire de blanchiment, rappelant ses exigences en matière de conformité.



Vietnam

Maintien d'un objectif officiel de croissance de 8,3 à 8,5 % et un seuil d'inflation à 4,5 % en 2025

Lors d'une conférence tenue le 16 juillet entre le gouvernement et les autorités locales, le Premier ministre Pham Minh Chinh a réaffirmé que l'objectif de croissance de 8,3 à 8,5 % en 2025, bien que difficile, était réalisable et devait être atteint, grâce au bilan positif du S1-2025. Le chef du gouvernement appelle à une mobilisation générale des ministères et autorités, avec des politiques budgétaires et monétaires coordonnées, un soutien accru à la production et des efforts ciblés sur trois axes stratégiques : l'investissement, la réforme institutionnelle et la formation des ressources humaines. Le PM a également insisté sur le développement des infrastructures (y compris des routes, voies ferrées, logements sociaux), la sécurité alimentaire, et le soutien aux secteurs culturel, touristique et social. Pour 2026, le gouvernement vise une croissance à 10 %. Pour rappel, au S1-2025, le pays a enregistré une croissance record sur la période de 7,5 %, la plus élevée en près de 20 ans, des exportations en hausse de 14,4 % et plus de 21,5 Md USD d'IDE (+32,6 %).

Forte progression des IDE en provenance des pays nordiques, notamment suédois au S1 2025

Selon le ministère de l'Industrie et du Commerce (MOIT), les IDE en provenance des pays nordiques ont fortement augmenté, notamment ceux de la Suède, qui se place pour la première fois la 3^e place parmi les 72 pays investissant dans les nouveaux projets, avec 1 Md USD (soit 10,8 % du total des investissements dans les nouveaux projets, en hausse de 203 % rapport au S1-2024). Le Danemark se distingue aussi par des projets majeurs comme la nouvelle usine de la société Lego dans la province de Binh Duong dans le Sud du pays, qui représente à elle seule un investissement de plus d'1 Md USD. Les IDE nordiques devraient se poursuivre dans les secteurs de l'environnement, des énergies renouvelables et des hautes technologies. Pour rappel, au S1, le Vietnam a attiré 21,5 Md USD d'IDE, en hausse de 32,6 % en g.a. selon le ministère des Finances.

Hanoï souhaite interdire les 2-roues thermiques dans le centre-ville dès l'année prochaine

Le Premier Ministre vietnamien Pham Minh Chinh a ordonné, dans une directive publiée le 12 juillet dernier, l'interdiction des 2-roues thermiques dans le centre-ville de Hanoï à partir de juillet 2026. Cette interdiction sera étendue progressivement pour comprendre le périmètre de toute la ville à partir de 2030. Cette annonce complète les réglementations mises en place face aux niveaux inquiétants de pollution atmosphérique atteint dans la ville. La municipalité doit également soumettre son plan de développement les zones à faibles émissions (ZFE) d'ici le troisième semestre 2025 et travaille également à l'extension de son réseau de transports urbains. À court-terme toutefois, ces mesures pourraient renforcer les entreprises vietnamiennes productrices de scooters électriques. Les dernières statistiques disponibles, datant toutefois de 2020, placent les fabricants VinFast (43,4%) et Pega (15,7%) en tête du marché national des deux roues électriques. Néanmoins, les ventes de ces fabricants restent encore très éloignées de celles des fabricants traditionnels. À titre d'exemple, VinFast a livré près de 45 000 scooters au premier trimestre 2025, loin des 203 000 véhicules de Honda sur la même période.

Un projet de loi prévoit l'ouverture du secteur aéroportuaire aux entreprises privées

L'autorité de l'aviation civile du Vietnam (CAAV), dépendant du ministère de la Construction, vient de soumettre au gouvernement un projet de loi amendé relatif au secteur de l'aviation civile. En plus de provisions relatives à la sécurité aérienne, selon ce nouveau texte, les investisseurs privés seraient autorisés par appel d'offres à gérer et à exploiter les installations aéroportuaires. Les infrastructures essentielles (pistes, contrôle aérien) resteraient toutefois la propriété de l'Etat. Pour rappel, sur les 23 aéroports vietnamiens, 22 sont entretenus et exploités par la Airports Cooperation of Vietnam (ACV). Or, de nombreuses annonces et mesures spéciales mises en place ces dernières années laissaient entrevoir une libéralisation progressive du secteur. SunGroup, première entreprise privée à opérer un aéroport (Van Don) depuis 2018, a été mandaté par le ministère de la Sécurité publique pour mener l'agrandissement et l'ouverture au trafic civil de l'aéroport de Gia Binh ainsi que celui de Phu Quoc, en prévision du sommet de l'APEC prévu sur l'île en 2027. Par ailleurs, les entreprises privées investissent également pour développer des centres de maintenance dans des aéroports

publics : Vietjet a récemment remporté un appel d'offres pour le développement d'un centre de maintenance au sein du nouvel aéroport de Long Thanh, dont l'ouverture devrait débiter d'ici la fin de l'année.

Thaïlande

Infineon s'engage pour développer une plateforme de l'IA des objets en Thaïlande

Infineon Technologies, géant allemand des semiconducteurs, a signé un MoU avec la Thai Embedded Systems Association (TESA) pour créer une plateforme nationale sécurisée de l'IA des objets (AIoT). La plateforme vise à accélérer la transition de l'économie thaïlandaise vers des technologies à plus haute valeur ajoutée, en offrant un espace sécurisé et intelligent aux startups et universités locales pour développer des projets innovants dans l'Internet des objets tout en respectant les standards internationaux de protection de la propriété intellectuelle. La plateforme veut particulièrement accélérer l'innovation dans l'agriculture, la santé, les villes intelligentes et l'industrie 4.0, en s'appuyant sur une architecture et des semi-conducteurs intelligents.

La Thaïlande envisage de réduire à 0 % ses droits sur 90 % des produits américains

Menacée d'une hausse des droits de douane à 36% le 1er août, la Thaïlande poursuit les négociations commerciales avec les États-Unis, et envisage d'élargir la liste des produits américains bénéficiant d'une exemption des droits de douane. Le ministre des Finances Pichai a évoqué que 90% des produits pourraient être concernés. Il écarte en revanche une suppression générale des droits de douane, et reste attaché à une négociation ligne à ligne, arguant que tout accord doit être mutuellement bénéfique et soutenable à long terme pour la Thaïlande. Les produits agro-alimentaires, particulièrement le porc et la volaille, suscitent des craintes de la part des producteurs thaïlandais et des autorités sanitaires et seraient un des points de désaccord principaux entre Washington et Bangkok. La production de porc est environ 27 % moins chère aux États-Unis, ce que la Thaïlande attribue notamment à l'utilisation d'additifs alimentaires comme la ractopamine, interdite en Thaïlande comme dans 160 autres pays. L'ouverture du marché thaïlandais aux viandes américaines nécessiterait donc une modification de la loi alors que la majorité gouvernementale est en difficulté, et générerait une perte de 3,5 Md USD (112 Md THB) pour l'industrie porcine locale selon une étude de Kasikorn.

Prêts à taux réduits et incitations fiscales pour atténuer l'effet des droits de douane américains

Pour soutenir les industries exportatrices, le gouvernement a débloqué 6,2 Md USD (200 Md THB) de prêts au taux réduit de 0,01%, qui seront attribués par les banques publiques à des entreprises de tous les secteurs d'activité. En plus de cela, le Board of Investment (BoI) a annoncé de nouvelles incitations fiscales à la production. Pour les PME, une exonération d'impôt sur les sociétés sur 5 ans couvre jusqu'à 100 % de l'investissement dans des programmes de modernisation industrielle (automatisation, digitalisation, efficacité énergétique). Pour l'industrie automobile, une réduction de l'impôt sur les sociétés de 50% pendant 2 ans s'ajoute aux mesures existantes pour les entreprises respectant des critères d'approvisionnement chez des sous-traitants locaux.

Philippines

Le gouvernement approuve un budget de 119 Md USD pour 2026

Le président Ferdinand Marcos Jr. a approuvé le projet de budget national record de 119,2 Md USD pour l'année 2026 (soit 22% du PIB), représentant une hausse de 7,4 % par rapport au budget 2025. Il prévoit d'allouer 46,3 Md USD aux dépenses de fonctionnement des programmes gouvernementaux ; 33,5 Md USD aux salaires et avantages des agents publics ; 22,8 Md USD aux investissements dans les infrastructures prioritaires et 16,6 Md USD aux charges financières. Il prévoit en outre 75,5 Md USD pour les agences nationales ; 23,7 Md USD pour les collectivités locales et 3,3 Md USD pour des prêts et subventions pour les entreprises publiques.

Les IDE en hausse en avril 2025 (+7,1 % en g.a.) mettant fin à trois mois de repli

En avril 2025, les investissements directs étrangers (IDE) nets aux Philippines ont atteint 610 M USD, soit une hausse de 7,1 % en glissement annuel (après une contraction de -27,8 % observée le mois précédent). Cette reprise a été essentiellement portée par une augmentation de 24,3 % des investissements en instruments de dette, qui ont atteint 522 M USD. Le Japon représente la principale source de ces investissements étrangers (32 %), suivi des États-Unis (18 %), de Singapour (13 %) et de la Corée du Sud (13 %) et dont 47 % des flux totaux ont été dirigés vers le secteur manufacturier. À noter qu'en cumul sur les quatre premiers mois de l'année 2025, les IDE nets atteignent 2,37 Md USD, soit un recul de 33,4 % en g.a.

Les paiements numériques mensuels atteignent 57 % des transactions de détail en 2024

En 2024, les paiements numériques représentent 57,4% du volume des transactions de détail mensuelles aux Philippines, dépassant ainsi l'objectif de 52-54% fixé par le Philippine Development Plan. En valeur, ces paiements atteignent 135,95 Md USD, soit 59 % du total (230,5 Md USD). Les transferts de particulier à particulier concentrent 35,1% de la valeur totale, devant les paiements marchands (21,2%) et ceux vers les fournisseurs (21%). Cette progression est soutenue notamment par l'essor du mobile banking (GCash, Maya, etc.), ainsi que par la montée en puissance d'InstaPay (+67,8% en volume), le système de paiement numérique interbancaire mis en place par la Banque Centrale (BSP) en 2018. À noter par ailleurs que selon la BSP, 72,2% des paiements de détail effectués par les particuliers sont désormais réalisés par voie numérique, et 97,2 % pour les transactions du gouvernement.

Cambodge

Liaisons dangereuses

Le commerce bilatéral entre le Cambodge et la Chine a dépassé 9,2 Md USD au cours des six premiers mois de 2025, représentant 28 % du commerce total du Cambodge, en hausse de 26 % par rapport à 2024. Dans le détail, les exportations cambodgiennes vers la Chine ont diminué de 7,9 % sur un an (750,61 M USD), tandis que les importations en provenance de Chine ont fortement augmenté (+31,2 %, à 8,52 Md USD). Ce déséquilibre croissant reflète une dépendance structurelle renforcée à l'égard de la Chine, notamment dans un modèle fondé sur la réexportation de biens manufacturés à partir d'intrants importés. Cette dépendance est d'autant plus préoccupante que le Cambodge reste fortement tributaire de son statut de PMA, qui lui garantit un accès préférentiel aux marchés européens. Or, la fin annoncée de ce statut en 2029 – 2032 pour l'UE – menace la compétitivité de ses exportations, dans un contexte international marqué par des tensions commerciales avec les Etats-Unis et le conflit frontalier avec la Thaïlande. Dans ce cadre, un renforcement de ses capacités de production d'intrants (tissus, cuir...) ainsi qu'une diversification de ses partenariats commerciaux, permettrait de renforcer la résilience économique du Cambodge.

L'essor du caoutchouc, enfin !

Selon un rapport de la direction générale du caoutchouc, la consommation intérieure de latex a atteint 85 000 t au premier semestre 2025 (+92 % par rapport à l'ensemble de l'année 2024). Cette progression s'explique en grande partie par l'implantation croissante de fabricants de pneumatiques chinois : trois nouvelles usines ont été inaugurées depuis l'an dernier. Il y a maintenant 6 usines de production implantées dans différentes zones économiques spéciales du Royaume. Cette dynamique a stimulé la demande en latex brut. Jusqu'à présent, le latex brut était majoritairement exporté vers le Vietnam ; et le Cambodge importait ensuite des mélanges du Vietnam. Tendance de fond, l'hévéaculture couvre désormais 407 172 ha, dont 79 % prêts à être exploités. Du coup, les exportations de pneus ont atteint 550 M USD entre janvier et mai 2025, en hausse de près de 80 % par rapport à la même période de 2024. Ces exportations ciblent principalement la Malaisie, le Vietnam, Singapour et la Chine. Malgré cette montée en puissance de la production locale, il est trop tôt pour observer un impact concret sur la balance commerciale. De fait, les importations de caoutchouc et de produits en caoutchouc restent élevées, avec une hausse de 31,9 % au premier semestre 2025 par rapport à la même période de 2024.

30 ans de développement aéroportuaire

En juillet 1995, via la Société concessionnaire de l'aéroport (SCA), Vinci prenait en charge la gestion de l'aéroport de Pochentong. En 30 ans, et malgré la crise sanitaire, la SCA a développé son trafic par 20 pour arriver à plus de 5 millions aujourd'hui. La SCA a ensuite développé celui de Siem Reap, puis celui de Sihanoukville. Et la SCA vient de signer le contrat d'exploitation du nouvel aéroport de Phnom-Penh, dont l'ouverture est prévue le 9 septembre 2025. Sur recommandation de l'actuel premier ministre et de son prédécesseur, Cambodia Airport Investment Co. Ltd, filiale d'OCIC, conglomérat cambodgien, a donc choisi Vinci Airports, premier exploitant aéroportuaire privé au monde. Pour l'anecdote, l'aventure de Vinci Airports a débuté au Cambodge, il y a 30 ans. Et la société

gère aujourd'hui plus de 70 aéroports dans 14 pays, dont la France. Le nouvel aéroport, dont l'aérogare s'étend sur 240 000 m², a une capacité d'accueil de 15 millions de passagers par an pour sa première phase. Il reviendra à Vinci Airports d'assurer son développement commercial, au service du développement économique du Cambodge. Malgré l'expertise de Vinci Airports et ses capacités commerciales, ce sera quand même une gageure.

Laos

Nouvel axe de pénétration ?

Une liaison fluviale pourrait relier la zone économique spéciale de Bokéo, aux confins du Triangle d'or, au port de Guanlei, dans la province chinoise du Yunnan. Un accord quadripartite – Birmanie, Chine, Laos et Thaïlande –, remontant à 2000, avait ouvert la navigation commerciale entre Simao (Yunnan) et Luang Prabang. Cette nouvelle liaison passagers prendra 2 jours. Elle est vue comme pouvant favoriser l'arrivée de touristes chinois. De fait, la ZES du Triangle d'Or accueille de nombreux casinos et autres infrastructures touristiques. Son développement a été confié à ZHAO Wei, dirigeant du groupe hongkongais Kings Romans Casinos. L'intéressé est frappé de sanctions par le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni en raison de ses activités criminelles. Et cette ZES est connue pour accueillir des arnaques en ligne à grande échelle. Cette utilisation du Mékong n'est pas nouvelle. On estime à près de 1 Mt le fret qui y transite entre les quatre pays. Pour autant, les conditions de navigation sont complexes. Durant la saison sèche, la profondeur du fleuve peut se réduire à 1,2 m par endroit. Et, les chutes de Khone bloquent la voie à la frontière entre le Laos et le Cambodge.

Une eau plus chère

Après l'électricité, le prix de l'eau va augmenter. Le conseil populaire a validé une hausse progressive jusqu'en 2027. Les édiles ont constaté que le prix de l'eau est inchangé depuis 2014. Dans le même temps, le salaire minimum a progressé de 950 000 kips à 2,5 millions. Et les coûts de production ont naturellement progressé. L'impact social d'une telle mesure a été dénoncé par certains élus, même si la structure tarifaire retenue favorise les consommateurs économes. Le prix du mètre cube d'eau passerait progressivement de 2 326 kips à plus de 4 000 kips. Toutefois, seules les entreprises et organisations paieraient ce prix le plus élevé, celui appliqué aux ménages restant plus modéré. Il resterait inférieur à 3 000 kips pour la première tranche de consommation. Ces changements répondent à la volonté des autorités laotiennes d'assainir les comptes des entreprises publiques, souvent largement déficitaires. Il s'agit de faire face à des coûts croissants de production, avec des contraintes d'entretien des réseaux, mais aussi une ressource plus difficile à traiter.

Un marché de capital plus dynamique ?

La Commission des opérations de bourses laotiennes (LSCO) et la bourse laotienne (LSX) ont reçu instruction de mettre en œuvre des réformes pour renforcer les marchés de capitaux au Laos. Dans les années à venir, les mesures sont destinées à renforcer l'efficacité du marché et la confiance des investisseurs. Ainsi, les entreprises à la cote devront adopter les normes comptables IFRS. Ce développement du marché passe par une meilleure transparence. Les autorités souhaitent aussi encourager l'émission d'obligations vertes. Le développement du marché de capitaux est encore conçu comme un moyen de financer les entreprises d'Etat. Fondée en 2011 avec une assistance technique coréenne, la bourse compte aujourd'hui 11 entreprises. Toutes publiques, la fraction côtée de leurs capitaux représente environ 800 M USD. Et les trois premières capitalisations de la bourse sont PCD, entreprise de construction, LALCO, entreprise de crédit, et Électricité du Laos. Cette dernière, portant une dette estimée à 8 Md USD, est au cœur des réformes des entreprises publiques promues par les autorités. Ces réformes prendront du temps à produire des résultats, mais l'essentiel est bien de les lancer.

Birmanie

Baisse des exportations de gaz naturel birman vers la Thaïlande sur les 4 premiers mois

De janvier à avril, les exportations de gaz naturel vers la Thaïlande se sont établies à 409 M de pieds cubes par jour, contre 529 M sur la même période en 2024, soit une baisse en volume de 23 %, après une baisse de 5 % sur l'année 2024 comparé à 2023. Cette baisse est visible dans les 3 installations offshore, avec -31 % pour Yadan, -8 % pour Yetakun, et -23 % pour Zawtika. Cette dynamique s'inscrit dans une tendance naturelle de baisse des exportations depuis 2017, le site de Yetagun arrivant à la fin de son cycle de vie après 20 ans d'exploitation et la production du site de Yadana devant se réduire au milieu de la décennie 2020. De plus, selon les médias du régime, le MoU signé entre le thaïlandais PTT et Myanmar Oil and Gas Enterprise (cf Brèves de l'ASEAN semaine 28) qui vise à augmenter la production du site de Yadana, doit également prioriser la demande locale sur l'export vers la Thaïlande, ce qui devrait renforcer cette tendance.

La junte saisit la lettre générique du président Trump sur les droits de douane pour essayer de renouer le contact

Le 7 juillet, la Birmanie a reçu une lettre annonçant la mise en œuvre de droits de douane dits « réciproques » à 40 % à partir du 1^{er} août. Adressée à Min Aung Hlaing en tant que « Chairman of the State Administrative Council and Commander in Chief of the Republic of the Union of Myanmar », il s'agit de fait du premier contact de haut-niveau entre les Etats-Unis et la junte, que la doctrine américaine ne reconnaît pas. Nonobstant le niveau des droits, le corps de la lettre est identique aux missives reçues par les autres pays, et donc sans mention des sanctions américaines à l'encontre du régime ou des questions de droits de l'homme. Le 9 juillet, Min Aung Hlaing a répondu au président Trump dans une lettre proposant des droits de douane entre 0 et 10 % pour les importations américaines vers la Birmanie, en échange d'une levée des sanctions et d'une réduction des droits de douane américains à un niveau entre 10 et 20 %. L'envoi

d'une délégation de négociateurs a également été proposé. Pour rappel, les échanges commerciaux entre la Birmanie et les Etats-Unis représentaient 588,3 M USD sur l'année fiscale birmane 2024, et 701 M USD en 2023. Cependant, le secteur textile au sens large (matières premières, produits textiles, produits en cuir) est le plus exposé aux droits de douane américains. Les Etats-Unis en seraient le 4^e client à l'export, avec jusqu'à présent des droits de douane autour des 20 % selon l'Association des producteurs textiles du Myanmar (MGMA).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr